

UN TERRORISTE, RECHERCHÉ DEPUIS 1994, ABATTU JEUDI À BAGHLIA, ET QUATRE AUTRES ÉLIMINÉS, VENDREDI À AZEFFOUN

Sale temps pour les «vétérans» des maquis

Le ministère de la Défense a annoncé, jeudi, l'élimination d'un terroriste à Baghlia. C'est suite à une opération de fouille et de ratissage près de cette commune de la wilaya de Boumerdès qu'un détachement de l'ANP a mis hors d'état de nuire, dans l'après-midi, le terroriste dont l'identité a été vite établie, alors qu'à l'est de Tizi-Ouzou, dans la daïra d'Azeffoun, deux éléments armés ont été éliminés, vendredi, dans une autre opération qui se poursuivait encore jusqu'en fin d'après-midi.

Il s'agit d'un certain H. Djamel, membre parmi les plus anciens des groupes terroristes puisqu'il était sous le coup d'un mandat de recherche depuis 1994. Un pistolet automatique et des munitions ont été récupérés par les militaires qui, ainsi, en l'espace d'une semaine, ont mis fin à la cavale de deux vétérans, membres des premiers groupes terroristes qui ont mis à feu et à sang l'Algérie au tout début des années 90.

En effet, une semaine plus tôt, à l'issue d'une opération menée à Djebel Oustili, une dizaine de kilomètres à l'est de Batna, il s'est avéré que parmi les cinq terroristes éliminés par les éléments de l'ANP se trouvait celui qui allait être identifié, quatre jours plus tard, comme étant M. Ammar, plus connu sous le pseudonyme de

Ziad Abou Abdallah. Il avait répondu à l'appel du bras armé de l'ex-FIS en 1995, comme cela avait été le cas de G. Mohamed-Saïd, celui qui, il y a moins d'un mois, avait décidé de se rendre aux autorités militaires de la wilaya de Jijel plusieurs semaines après avoir été pris dans un violent accrochage avec une patrouille lors duquel sa femme et son bébé ont été touchés et ses trois filles arrêtées.

Ziad Abou Abdallah, abattu jeudi, et G. Mohamed-Saïd, qui s'est donc rendu vers la mi-septembre, sont ainsi venus allonger une liste de vétérans des ex-AIS et GIA, dont une quinzaine a été neutralisée parmi les 23 terroristes abattus par l'armée rien que durant le mois de mai dernier, selon un décompte établi suivant la multitude de communiqués mis



Opération de fouille et de ratissage par des soldats de l'ANP à Baghlia.

en ligne sur le site du ministère de la Défense.

Parmi ces anciens des premiers groupes terroristes ayant sévi à travers tout le pays, et que l'armée a fini par mettre hors d'état de nuire, on rappellera qu'il y avait le sinistre B. Abdenour, connu sous le pseudonyme de Abou Chouaïb, responsable au sein de la décimée katibat Al-Farouk qui a longtemps sévi au sud de la wilaya de Tizi-Ouzou et une partie de sa

voisine Bouira. La fin de sa longue cavale est intervenue, en mai dernier, lorsqu'il a été localisé puis abattu sur les monts de Sidi-Ali-Bounab qui surplombent la ville de Tadmait, une quinzaine de kilomètres à l'ouest de Tizi-Ouzou.

Parmi les plus anciens membres des groupes terroristes éliminés, on retrouve B. Mouloud, alias Abou El-Moundhir, l'«émir» abattu à Gouraya, dans la wilaya de Tipasa. Selon plusieurs

sources, il figurait au rang de plus ancien terroriste ayant activé au sein de l'ex-Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC) à l'ouest d'Alger, jusqu'au 13 mars dernier, soit trois jours à peine après qu'un autre «illustre» terroriste, A. Kamal dit Abderrahmane en l'occurrence, eut été pris dans la fameuse opération menée par des forces combinées de l'ANP qui avait permis la récupération de l'impressionnant arsenal constitué, entre autres, de 6 systèmes de missiles anti-aériens Stinger et d'une vingtaine de kalachnikovs.

Par ailleurs, selon un autre communiqué, mis en ligne vendredi, une opération engagée dans la région d'Azeffoun, à l'est de Tizi-Ouzou, et qui était toujours en cours en fin d'après-midi, a permis aux éléments de l'ANP d'éliminer, dans un premier temps, en milieu de matinée, quatre terroristes et la récupération de leurs armes, quatre kalachnikovs.

Deux autres terroristes ont connu le même sort en milieu d'après-midi, avec la récupération de deux autres kalachnikovs, alors que les éléments de l'ANP poursuivaient leurs recherches.

M. Azedine

MOUSSA TOUATI LORS DE LA RENCONTRE DE SON BUREAU NATIONAL :

«Saâdani a agi sur instruction»

Moussa Touati n'a pas manqué de commenter les derniers propos de Ammar Saâdani, hier, lors d'une rencontre organisée avec les cadres de son parti en perspective des prochaines législatives. Le président du FNA estime que le SG du FLN a parlé de la sorte suite à une «instruction qui entre dans le cadre d'une stratégie».

Abla Cherif - Alger (Le Soir) - Répondant à des questions de journalistes au sujet des graves propos tenus par Ammar Saâdani ce mercredi, Moussa Touati a d'abord tenu à livrer son opinion au sujet du FLN qui «n'est pas un parti politique en lui-même», mais un «mouvement, une organisation créée en un temps et des circonstances précises qui ne sont plus de mise aujourd'hui».

«Ce FLN devait normalement se retirer après avoir mené sa mission initiale, il devait normalement disparaître après l'indépendance, il aurait dû aller au musée, mais cela n'a pas été le cas (...) aucun des dirigeants qui se sont succédés à la tête de ce mouvement n'a, cependant, mené sa mission comme il le faut depuis l'indépendance. Le peuple a été trompé. Saâdani lui-même a dit nous sommes un appareil de parti.» Les graves accusations contre le général Médiène n'ont pas été livrées à l'opinion par le fait du hasard, «elles répondent, dit-il, à une instruction qu'il a reçue».

«Laquelle ?» insistent les journalistes présents. «Nous le saurons dans peu de temps, car il est clair que quelque chose se prépare.» Le SG du FLN, doit-on le rappeler, avait promis de faire des révélations en fin de semaine, ce qu'il a fait avec grand fracas puisqu'il a accusé principalement l'ancien patron des services de renseignement (DRS) d'être à la tête des anciens officiers de la France et à l'origine des événements de Ghardaïa et de Aïn Salah. Ammar Saâdani s'en est également pris violemment à Belkhadem, des représentants de l'oppo-

sition tels que Soufiane Djilali, l'ancien candidat à la présidentielle Nekkaz, ainsi que le groupe des 14 (G14), accusés de travailler pour le général Toufik pour tenter de déstabiliser le FLN et l'Algérie.

«Ammar Saâdani a été absent quatre mois, poursuit le président du FNA, puis il revient avec un tel discours. Mais entre-temps, tout le monde parle de ses réunions secrètes qui se sont déroulées au cours des derniers mois.

En fait, on dit que ce sont des rencontres secrètes, mais elles ne le sont pas du tout puisque tout le monde est au courant de ce qui s'est passé et de ce qui se trame actuellement.» Moussa Touati est, une nouvelle fois, invité par la presse à donner plus de

détails. «Oui, je veux bien parler de ces fameuses rencontres de Annaba et d'ailleurs qui se seraient tenues en présence de groupes influents préparant la succession à la tête de la présidence.»

Enfin, et en présence des cadres de son parti, Moussa Touati a tenu à rappeler que son parti était arrivé en 4^e position et non pas en 6^e position au cours des dernières élections présidentielles mais que le résultat avait été trafiqué.

«Ils ont fait croire qu'il y avait eu confusion entre le FNA et le FLN, ce qui est absurde.» Il a appelé l'assistance à faire preuve d'une plus grande vigilance et à se rapprocher «du peuple spolié de tous ses droits».

A. C.



Moussa Touati.

Photo : Samir Sid.

PROCHAINES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

Le RCD décide d'y participer

Le RCD prendra part aux prochaines élections législatives. C'est ce que le Conseil national du parti, réuni hier vendredi à Alger, dans sa treizième session ordinaire, a décidé à la quasi-majorité de ses membres.

Mohamed Kebci-Alger (Le Soir)- Un quitus obtenu au bout de près de quatre heures de débats auxquels ont pris part un grand nombre de membres de cette instance presque jamais présents aussi massivement comme cette fois-ci au vu de l'importance du sujet à l'ordre du jour. Et le ton était déjà donné par le président du parti qui, dans son allocution d'ouverture des travaux de cette session, a invité à une expression «libre» tout en insistant, comme prévenir d'éventuels questionnements qui accompagneront la décision de participation qui était dans les airs que nous avions, par ailleurs évoquée dans une de nos précédentes éditions, sur le fait que «dans une

situation normale, un parti ne se pose pas la question de participer ou non à un scrutin. Il se pose la question sur les moyens dont il dispose pour couvrir ou non les circonscriptions électorales (...) Mais nous ne sommes pas dans ce cas de figure».

Et à Mohcine Belabbas de poursuivre, estimant inutile de «regarder dans le rétroviseur pour dire est-ce que nous avons raison ou tort du point de vue de la construction du parti et de la propagation de nos idées». Pour lui, «ce qui est important de toujours noter c'est de bien entendre qu'un parti démocratique ne peut et ne doit pas être otage de dogmes ou de préjugés et ne doit se positionner qu'en fonction d'analyses

rationnelles et sereines qui embrassent la conjoncture».

Certes, ajoutera-t-il, «chacun est libre de s'exprimer comme il l'entend sur la question des élections mais, de mon point de vue, l'urgence aujourd'hui est d'organiser le débat en fonction des conjonctures politiques, économiques et même géopolitiques, pour éviter la tentation facile de déclarations théoriques sans prise avec le réel», considérant avoir été «bien inspirés de ne pas précipiter le débat pour permettre à notre instance souveraine de trancher à la lumière d'une évolution actualisée du climat qui prévaut dans le pays».

Il faut dire que le RCD était dans l'obligation de trancher cette question des législatives à l'occasion de la session d'hier de son Conseil national à défaut d'être contraint à la convocation d'une session extraordinaire de

cette instance en novembre ou décembre prochains ou attendre la prochaine session ordinaire en janvier.

Ce qui aurait été impossible dans le cas de la participation qui nécessite bien des préparatifs, une logistique et du temps imposé par la loi électorale. Surtout que s'il est exempt au niveau d'une dizaine de wilayas du pays des fameux parafes exigés par la nouvelle loi électorale pour la présentation de listes électorales, il devra en collecter au niveau de bien d'autres circonscriptions électorales où il désirera présenter des candidatures.

Aussi, le parti devra tenir son congrès en mars prochain qui sera vraisemblablement reporté de quelques semaines, juste après les élections législatives qui devront intervenir vers la fin du mois d'avril prochain.

M. K.